

	<p>Center for Development Studies and the Prevention of Extremism</p> <p>مركز الدراسات للتنمية والوقاية من التطرف</p> <p>N'Djaret- N'djamena Tchad Tel : 00235 95012039</p>	<p>Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme C.E.D.P.E</p> <p>Autorisation Tchad N° 0007/PR/PM/MATSPGL/SG/2018 Autorisation France N° W723016508 Grande Bretagne : Je-S D93741D..... D-U-N-S Number is 559433087 Compte bancaire: CEDPE, 37102916101/ 49 CBT, N'Djamena, Tchad</p> <p>Mail: yacoubahmat@aol.com Site: www.centrerecherche.com</p> <p>Contact: 0033658375069/ 0033772438986/ 0023565031560/0023599860817 Assistant: 0023563796838 -0023592169330</p>

TABLE RONDE

Le 27 JUN 2022 à 9H au CEFOD -N'Djamena

LA PREVENTION DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES ET LA PROMOTION DU DIALOGUE : LE ROLE DES CHEFS TRADITIONNELS, RELIGIEUX, LA SOCIETE CIVILE ET LA CLASSE POLITIQUE.



Table ronde

**La Prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue.
Le rôle de: chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique.**

lundi 27 juin 2022 de 9h à 12h

LIEU: CEFOD

Contact: 63796838-86004945

 Dr. Ahmat Yacoub Dabio Président du CEFOD	 Mr. Emmanuel Nadingar Ancien Premier Ministre	 Mr. Ibrahim Moussa Youssouf Enseignant-chercheur et PDG du Cabinet, Senior Consulting	 Mr. Kebir Mahamat Abdoulaye Economiste, Politologue	 Mr. Temia Djirdinger Le président des Associations des Chefs Traditionnels du Tchad.	 Mlle. Nako Mamadji Beye Juriste, Politologue (Moderatrice)	 Prof. Avockssouma Djona Président du parti "Les Démocrates"
--	--	--	--	--	---	--

Le centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE) en partenariat avec le Ned, le Point Focal du Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad, le groupe Alwihda, le sahel7 Média, organise une Table Ronde sur la prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle des chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique.

Pour tout contact : 63796838 - 68410365 - 60052731 - 66258721 - mail : yacoubahmat@aol.com

Introduction :

Ce numéro est réservé à la réflexion sur la recrudescence de la violence au Tchad et aux mesures préventives visant à la contenir. On a noté avec regret que deux types de violence se développent à travers le territoire. Il s'agit de la violence en milieux scolaires, entre les élèves et à l'encontre des enseignants ; puis la violence inter et intracommunautaire qui s'est accrue ces derniers mois. Ces déviations, qui ne correspondent pas aux valeurs sociales tchadiennes, font leur apparition sur l'échiquier tchadien depuis quelques années. Ils sont assurément l'objet d'une réprobation de la majorité de la société tchadienne.

Les événements survenus à Kouri Bougoudi au nord du Tchad, ont montré que la ligne rouge est déjà franchie et qu'il appartient à la société civile, aux chefs religieux, traditionnels et la classe politique de prendre leur responsabilité pour contenir cette sauvagerie digne d'un autre âge. Sauvagerie ? Oui, parce qu'il est difficile de trouver un autre qualificatif aux personnes qui tuent et brûlent des êtres humains comme eux sur la base de la couleur de peau.

A travers cette revue consacrée à l'étude de cette épidémie humaine qui ravage le Tchad, nous espérons mener une réflexion sur la gestion de cette violence, la contenir puis prévenir tout autre conflit de nature à permettre aux personnes de cohabiter dans le respect de l'autre. Car, le fait d'être différent sur les plans social, géographique, intellectuel, économique ou encore politique est une richesse en soi et en aucun moment cela doit être un handicap pour le vivre ensemble. Il est temps de ne pas se perdre dans la reproduction des causes et des conséquences de la violence que nous savons tous, mais de proposer des instruments de mesures objectifs pour venir à bout de ces déviances qui ne servent qu'à impacter encore plus la stabilité et la relance du développement d'un pays qualifié parmi le plus en retard voire le plus pauvre au Monde.

Attention, la ligne rouge est franchie, il faut un effort considérable pour éviter le pire au Tchad.

Les événements survenus dans le nord du Tchad sont inimaginables. Des conflits intercommunautaires sont fréquents, mais pas jusqu'à immoler un être humain. C'est Bien



Sahel7 Média

nouveau pour le Tchad. Des jeunes qui aiment immoler des êtres humains avec lesquels ils vivaient autrefois, en quête d'or, dans l'enfer de Kouri Bougoudi. sûr, nous avons vu ces genres de scènes dans certains pays comme en Centrafrique (2014), au Nigeria, à Kousseri au Cameroun en décembre 2021 et puis au Soudan à Karank en avril 2022. Certains pensent même que ce phénomène de violence trouve son origine au Soudan.

Au moins 213 personnes ont été tuées au Soudan, à Karank, la ville habitée principalement par la tribu Massalit, qui a été entièrement rasée et brûlée.

Au Tchad, avant 22 mai 2022, nous nous glorifions toujours que le conflit tchadien qui date de six décennies n'a jamais connu de haine du genre tuer et immoler un être humain. Le Tchad est l'un des rares pays au monde où le pardon s'impose, où la victime et le bourreau peuvent vivre ensemble sans incident et sans revanche. Cet événement nous amène à penser que la ligne rouge a été franchie au Tchad.

Démarches préventives

Face à cette situation, il appartient aux autorités compétentes d'arrêter et de juger tous ceux qui sont impliqués dans ces crimes odieux afin de dissuader ceux qui ont l'intention de commettre un tel acte. A la société civile de prendre sa responsabilité en déployant un

Sahel7 Média



effort pour sensibiliser les uns et les autres sur la vertu de la paix. Il est temps d'envisager ensemble une stratégie de sortie de crise, afin de fournir des outils de sensibilisation et de supervision de la population. Pour ce qui est de l'avenir, les campagnes de sensibilisation, les conférences-débats et la

formation doivent avoir lieu désormais dans les villages plutôt que dans les grandes villes. S'agissant de Kouri Bougoudi, il appartient à l'Etat de prendre toute sa responsabilité pour organiser l'exploitation de l'or non pas en fermant le site et renvoyer les orpailleurs mais en faisant de cette zone une ville où il fera bon vivre, en développant d'infrastructures modernes.

الأحداث في شمال تشاد لا يمكن تصورها بالصراعات بين المجتمعات متكررة ، ولكن لا تصل إلى قتل إنسان و أشعال النار فيه ؟ هذا جديد بالنسبة لتشاد .الشباب الذين يقومون بحرق البشر الذين عاشوا معهم ذات مرة في جحيم كوري بوغودي بحثاً عن الذهب .بالطبع ، لقد رأينا هذه الأنواع من المشاهد في بعض البلدان مثل جمهورية إفريقيا الوسطى ونيجيريا وكوسيري في الكامبيرون في ديسمبر 2021 ثم في السودان في كرنك في أبريل الماضي .حتى أن البعض يعتقد أن ظاهرة العنف هذه تعود أصولها إلى السودان .قُتل ما لا يقل عن 213 شخصاً في السودان ، في كرنك ، المدينة التي تسكنها بشكل أساسي قبيلة المساليت، والتي دمرت بالكامل وأحرقت .في تشاد ، قبل 22 مايو 2022 ، كنا نفتخر بأن الصراع التشادي المستمر منذ ستة عقود لم يعرف أبداً الكراهية حتى قتل إنسان و أشعال النار فيه تشاد من البلدان النادرة في العالم حيث المغفرة ضرورية ، حيث يمكن للضحية والجلاد التعايش سوياً دون حوادث أو انتقام

ففي مواجهة التراخي الحكومي، الأمر متروك للمجتمع المدني لتحمل مسؤوليته من خلال بذل جهد لتوعية الجميع بفضيلة السلام .حان الوقت للتفكير معاً في استراتيجية للخروج من الأزمة، من أجل توفير أدوات زيادة الوعي والإشراف على السكان .أما بالنسبة للمستقبل، فيجب أن تتم حملات التوعية والمؤتمرات والتدريب في القرى وليس في المدن الكبرى وأخيراً مهما كان الانتماء القبلي للجاني ، يجب القبض عليه ومحاكمته

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Ces dernières années, les conflits intercommunautaires sont légion dans le Tchad profond. Ces conflits ont entraîné des violences parfois sanglantes, occasionnant mort d'hommes. La récurrence de ces conflits dans un contexte sociopolitique tendu fait craindre le pire. Le bilan des conflits intercommunautaires de l'année 2022 fait état de plus de 200 morts à Kouri Bougoudi en mai 2022 ; dans le même mois, plus de 06 morts à Danamadji ; plus de 13 morts à Abéché en janvier 2022 ; plus de 10 morts à Sandana en février 2022 pour ne citer que ceux-là.

Le bilan humain dû aux conséquences de la transhumance et des tensions intercommunautaires au Tchad en 2021 est particulièrement lourd, avec 24 incidents signalés à travers le pays (neuf à l'Est, sept au Sud, huit dans le Lac). Les affrontements auraient fait 309 morts et 182 blessés, déplacé plus de 6 500 personnes, entraîné la destruction de biens et de moyens de subsistance, et provoqué de très fortes tensions entre les communautés¹. Une étude menée par le cluster Protection dans la province du Lac en juillet 2021 a révélé que les principales raisons des tensions intercommunautaires sont l'accès aux ressources économiques (49%), l'accès à la terre (21%) et l'accès aux services (11%)². L'accès à l'aide humanitaire a également été identifié comme une source de conflit (4%), en raison du manque de transparence ou de communication suffisante ciblant la population touchée. La rareté des ressources naturelles due aux catastrophes naturelles, notamment les pâturages et l'eau, est devenue une source de tensions entre

¹ Source : Rapport d'étude " Tchad, aperçu des conflits intercommunautaires", OCHA, 2021.

² [Tchad : Aperçu des conflits inter-communautaires - 31 juillet 2021 | HumanitarianResponse](#)

éleveurs et agriculteurs. Le changement climatique a modifié les itinéraires et les périodes de transhumance du bétail. D'autres zones, auparavant sèches, sont maintenant fertiles ou favorables à la pêche, provoquant une concurrence et un conflit ouvert entre les communautés pour le contrôle de ces ressources. Les conflits intercommunautaires ne sont pas rares au Tchad, mais l'ampleur sans précédent des violences enregistrées ces dernières années, conjuguée à la prolifération des armes parmi les civils, a incité le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans les provinces orientales du Ouaddaï et du Sila en janvier 2021, et déjà plus tôt en 2019. Afin de mettre un terme à ces conflits, il est impératif d'identifier des solutions à long terme pour répondre aux besoins des éleveurs, des agriculteurs et de la population générale en termes de disponibilité et d'accès aux ressources naturelles et services.

Au Tchad comme dans beaucoup de pays africains, le rôle du chef traditionnel reste tributaire des authenticités socio-culturelles d'origine. Le Chef traditionnel est gardien des coutumes et mœurs, garant de leur respect. Cependant, ce rôle traditionnel a évolué dans le temps car ayant été adapté aux missions de l'administration publique ou du pouvoir d'État. C'est ainsi que de nos jours, le Chef traditionnel veille aussi à la protection des droits et libertés individuelles et collectives des citoyens et des communautés dont il a la charge ; à la sauvegarde de l'harmonie et de la cohésion sociale ; au respect des lois et règlements, au respect de la tolérance religieuse et des pratiques coutumières pour autant que ces pratiques ne perturbent pas l'ordre public et ne portent atteinte aux droits et libertés des autres membres de la communauté. Le Chef traditionnel surtout à la défense des intérêts des citoyens et des communautés dans leurs rapports avec l'administration et les tiers.

En plus de ses attributions en matière de préservation de la paix et de la quiétude sociale, le Chef traditionnel exerce son autorité sur l'ensemble des populations recensées dans le quartier, la tribu, la chefferie particulière, la fraction ou le secteur, y compris les étrangers établis dans ces localités et ou sur les terres qui en dépendent.

En matière de prévention des conflits, de préservation de la paix et de la cohésion sociale, le Chef traditionnel dispose du pouvoir de conciliation des parties en matière coutumière, civile, et de transactions foncières et règle selon la coutume, l'utilisation par les familles ou les individus des terres de cultures et des espaces pastoraux sur lesquelles la communauté coutumière et traditionnelle dont il a la charge possède des droits coutumiers reconnus, sans préjudices des dispositions du Code Rural. Dans tous les cas, il dresse les procès-verbaux de conciliation ou de non conciliation qui doivent être consignés dans un registre ad hoc dont l'extrait est adressé à l'autorité administrative de son ressort et à la juridiction compétente.

Les responsables religieux quant à eux contribuent pleinement à la vie de la nation, chacun œuvrant en son domaine et selon ses propres responsabilités à la recherche du bien commun. De ce qui précède, la religion peut être instrumentalisée à des fins

politiques, pour diviser et dresser les communautés ou individus les uns contre les autres, au détriment de la paix et de la stabilité internationale. À cet effet, **les responsables religieux ont un rôle particulier pour contribuer à la prévention des conflits parce qu'ils ont un lien direct avec les croyants. Ils ont la légitimité pour énoncer un discours religieux au service de la paix, un discours contre la violence et pour dire que l'on ne saurait tuer et violenter au nom de la religion.** Il est important de souligner que le dialogue inter-religieux est un inestimable instrument de paix pour désarmer et désamorcer les préjugés et les discriminations mais aussi pour permettre de fructueuses coopérations au service du bien commun.

Les leaders religieux peuvent jouer un rôle d'alerte rapide sur les risques sécuritaires, mais ils peuvent aussi aider à l'inclusion des victimes. Selon Adama Dieng, Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger, les chefs

Cette revue est accessible gratuitement sur le site www.centresearche.com ou dans la bibliothèque du CEDPE

La prévention des conflits et le rôle de la société civile

La promotion des valeurs démocratiques

Daouda César



CE NUMERO EST DISTRIBUE GRATUITEMENT LE 27/6/22

religieux « ont pour responsabilité de contribuer à la construction de sociétés pacifiques, inclusives et capables de résister aux conflits, à l'extrémisme violent et aux atrocités ».

La société civile quant à elle a gagné en visibilité et en influence dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix partout dans le monde. Les acteurs de la société civile jouent de plus en plus un rôle essentiel dans les discussions, les initiatives et les programmes visant à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. La société civile a notamment influencé la nouvelle conceptualisation de la sécurité axée non plus sur

l'État mais sur les personnes. L'accent mis sur la sécurité des personnes s'explique par la conviction que, au fond, seule la sécurité des peuples peut garantir la sécurité durable des États. Cette idée est répandue dans les régions du monde qui ont connu des conflits ouverts et des guerres civiles ayant ravagé les communautés et dévasté la vie des gens ordinaires. **La société civile joue un rôle de premier plan en encourageant les initiatives locales de consolidation de la paix, en engageant des processus de**

réconciliation, en préconisant l'adhésion aux accords de paix et en mettant en place des capacités d'éducation pour la paix.

L'extension de l'autorité de l'État est une tâche clé de prévention des conflits et du maintien de la paix qui se concentre sur des activités visant à garantir que les institutions de l'État sont présentes sur tout le territoire du pays fournissant des biens et des services et que son autorité est perçue comme légitime aux yeux de la population. **Les acteurs politiques ont la responsabilité d'apporter un soutien technique et un renforcement des capacités des institutions étatiques, notamment dans le domaine de la sécurité et de l'état de droit, et soutenir les pratiques de bonne gouvernance en travaillant en étroite collaboration avec les autorités locales, les acteurs de la société civile et les communautés locales pour favoriser le dialogue et promouvoir la paix et le vivre-ensemble.**

II- OBJECTIFS DE LA TABLE RONDE

L'objectif principal de la table ronde est de proposer des solutions appropriées pour limiter, voire stopper les conflits qui ont tant endeuillé de nombreuses familles. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas de perdre du temps à répéter les causes et les conséquences que nous avons déjà diagnostiquées et identifiées à plusieurs reprises. Loin des discours, cette table ronde sera interactive où tout le monde participera au débat.

III- RESULTATS

Une table ronde est organisée, le public et les parties impliquées dans la recherche des solutions sont sensibilisés sur les solutions des conflits intercommunautaires et l'importance du dialogue dans la gestion des conflits.

IV- DATE PREVISIONNELLE DE LA TABLE RONDE

La table ronde se déroulera le lundi 27 juin 2022 de 9H à 12H. **Nous respectons l'heure de l'ouverture 9H05**

V- DUREE DE L'ACTIVITE

La table ronde aura une durée de 3 heures.

VI- LE PUBLIC CONCERNE

Ladite table ronde a pour cible les étudiants, les chefs religieux et traditionnels, les autorités administratives, les acteurs politiques, les universitaires, les acteurs de la société civile, les jeunes, les femmes.

VII- LIEU DE L'ACTIVITE

Ndjamena et plus précisément le CEFOD est le lieu du déroulement de la table ronde.

VIII- INTERVENANTS CIBLÉS

Les panelistes sont des grands experts en matière de gestion des conflits et sont composés entre autres de :

- Sociologues ;
- Juristes ;
- Historiens ;
- Acteurs politiques ;
- Chefs religieux et traditionnels ;
- Acteurs de la société civile ;
- Universitaires, plus précisément des chercheurs...

IX- STRUCTURATION DU DEBAT

Le débat qui est structuré en trois phase, se présentant comme suit :

a. Présentation et ouverture **9H05**

1. Présentation du programme par la modératrice qui donnera en même temps une idée de l'enquête réalisée sur le sujet de la table ronde le 14 juin 22. **Mlle Nako Mamadjibeye juriste, politologue** (3 mn);
2. Projection d'une vidéo condamnant les atrocités et appelant à la paix (3mn) ;
3. Hymne national (2 mn) ;
4. Ouverture de la Table Ronde par son **Excellence le Premier Ministre Albert Pahimi Padacké** (5mn) ;
5. Reprise en main du programme par la modératrice **Mlle Nako Mamadjibeye** ;
- Présentation du CEDPE, des partenaires et des panelistes ; **M. Idriss Karmadine Ahmat chercheur au CEDPE** (5mn) ;

b. Les conférenciers seront face au public dans un débat interactif sur les questions ci-dessous mentionnées. Chaque panéliste a droit à 5 minutes pour proposer de solutions.

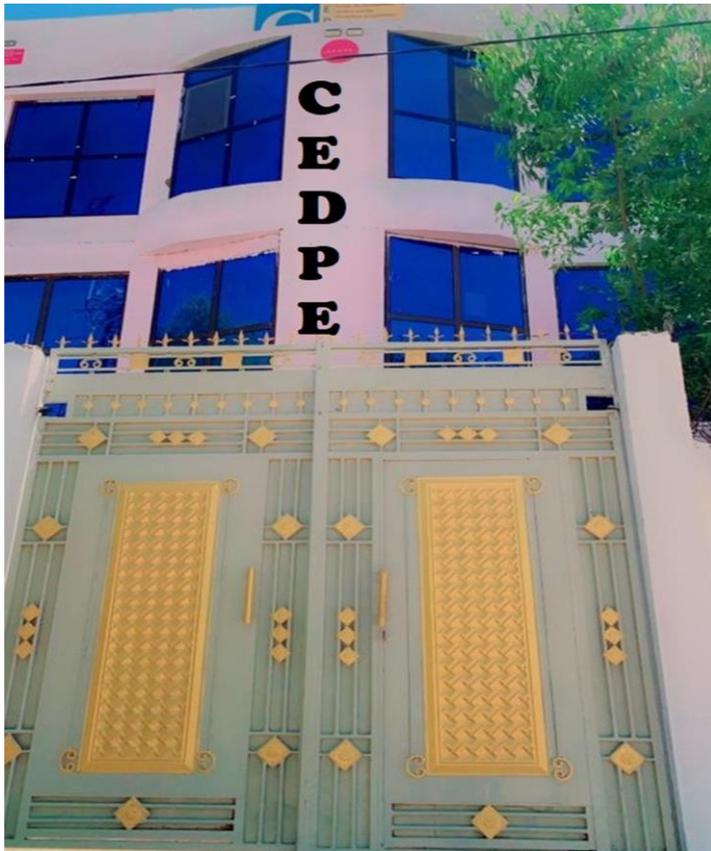


- Bref aperçu sur la situation sociopolitique du Tchad, en particulier sur les conflits intercommunautaires et le dialogue au Tchad ; **M. Tamita Djidingar, Président des associations des Chefs traditionnels du Tchad** (5 mn) ;

X- PRESENTATION DU CEDPE

Créé en 2017 et reconnu officiellement en janvier 2018, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure associative, apolitique, indépendante, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. Il s'agit d'un centre d'experts en études et en recherche sur les causes et les conséquences des maux

Le siège du CEDPE à N'Djamena – quartier N'Djari Bilamatom



qui minent la stabilité sociale. Ouvert à toute personne sans distinction, partageant les mêmes valeurs et ayant la volonté d'entreprendre, le CEDPE se compose d'une cinquantaine d'experts et de chercheurs associés de différentes nationalités. Il est devenu une référence internationale dans le domaine de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, de gestion des conflits inter et intracommunautaires, la stabilisation et le renforcement de la paix. Il est officiellement enregistré au Tchad, en France, en Grande Bretagne, aux États unis d'Amérique et bientôt au Niger et en Centrafrique, le CEDPE mène des activités qui sont entre autres : les descentes sur le terrain pour mener des enquêtes, la

publication des ouvrages, la publication de la revue scientifique, l'organisation des ateliers, des conférences débats et participe aux travaux d'études avec les partenaires techniques dans son domaine d'expertise. Le centre participe également à des rencontres au niveau national et international. Il dispose des chercheurs et chercheurs-associés qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche.

A ce jour, le CEDPE a publié 25 études sur les différents sujets en rapport avec la prévention et la gestion des conflits.

La rencontre avec les jeunes pour la sensibilisation contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la prévention des conflits et la question de la paix font partie des activités du centre. Les différentes provinces du Tchad sont des zones de prédilection du CEDPE dès le début du lancement de ses activités, ce qui a permis au CEDPE de nouer des contacts accrus tant au niveau administratif et traditionnel. En collaboration avec le comité interministériel chargé de DDR et dans le but de réinsérer les désengagés et désassociés de Boko Haram, le Cedpe a effectué, fin 2019, une mission de profiling des désengagés de

Boko Haram et a remis en 2021, une base de données riche de 16000 pages à Mme la Ministre de la Femme.

L'objectif du CEDPE ne se limite pas seulement aux études, à la recherche et à la prévention de l'Extrémisme dans toutes ses formes, mais il contribue également à la promotion de l'information scientifique et à la communication, en soutenant ou en créant des organes de presse, des radios et des chaînes de télévision spécialisées. Il forme aussi les jeunes aux nouvelles technologies en y faisant d'ailleurs son cheval de bataille ; et procède aussi à des sondages dans tous les domaines : Politiques, économiques et sociaux. Il contribue aussi au bon déroulement en Afrique, des échéances électorales, de participer à l'analyse de la conjoncture nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution dans tous les domaines, notamment la bonne gouvernance et les droits de l'Homme.

Pour l'accomplissement de ses missions, le **CEDPE** peut notamment :

Des ouvrages disponibles au CEDPE



- Mener des recherches sur les causes et les conséquences de l'extrémisme ;
- Sensibiliser les populations sur la prévention de l'extrémisme ;
- Mettre en place les stratégies de communications adéquates et efficaces dans le cadre de sensibilisation ;
- Impliquer la jeunesse dans les milieux scolaires, universitaires et défavorisés

dans la lutte contre l'extrémisme ;

- Promouvoir la paix à travers des initiatives ;
- Organiser des débats autour des questions qui touchent la société ;
- Participer aux initiatives de lutte contre la radicalisation et le terrorisme ;
- Etablir les stratégies permettant aux organisations et aux Etats pour une lutte efficace ;
- Développer des relations de partenariat avec des institutions de recherches nationales et internationales,
- Contribuer au développement de recherches entreprises dans les laboratoires, relevant d'autres organismes publics de recherche, des Universités et d'autres établissements d'enseignements supérieurs, des entreprises et des centres de recherches privés ;
- Mettre en œuvre des programmes de recherche et de développement technologique.
- Recruter et affecter des spécialistes nationaux et/ou étrangers en matière de recherche et d'analyse dans la limite des emplois autorisés par la loi ;

- Participer à des actions des recherches menées en commun avec des services de l'Etat, des collectivités locales, ou d'autres organismes publics et privés, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'accords de coopération scientifique, et la publication des travaux.

I- LE PROFIL DES CHERCHEURS DE L'EQUIPE DU CEDPE

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme est dirigé par un Président représentant le Conseil d'administration à savoir les membres fondateurs et des conseillers. Il y a une Coordination avec des services techniques dirigés par les chefs de services. Les personnels du CEDPE travaillent en temps plein de manière bénévole sans salaire, mais depuis 2021 et grâce aux subventions de certains partenaires, certains chercheurs ont bénéficié d'un contrat de consultance rémunéré. Les chercheurs du CEDPE sont composés de Sociologues experts en genre et développement, de Sociologue expert en éducation, de Socio-Anthropologue, d'Historien spécialiste en Histoire politique des relations internationales, d'Economiste-monétariste, de Journaliste publiciste, d'Informaticiens, de marketistes, de gestionnaires, de juristes, de politologues. Le niveau d'études des chercheurs du CEDPE sont entre autres : Docteur, Doctorant Master, Licence.

a- Les activités menées par le CEDPE

Le centre peut assurer une veille technologique économique, ou politique.

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est administré par un conseil d'administration pour un mandat de quatre (4) ans renouvelables une fois.

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme, depuis son lancement officiel le 30 janvier 2018 poursuit ses activités dans le cadre de la prévention des conflits. Les travaux qui sont faits par le centre sont entre autres la conception des projets ; la recherche sur les causes et conséquences des conflits.

Les responsables du CEDPE ont eu à rencontrer plusieurs personnalités politiques, du monde intellectuel et artistique ainsi que des diplomates. Des contacts permanents sont noués avec les organisations humanitaires nationales et internationales. En date du 16 février 2018, le centre a envoyé une équipe au lycée Dar-Toumaï de N'Djari pour une communication dans le cadre de ses activités et de la présentation de ses objectifs, le but de cette mission était d'informer les responsables dudit établissement de sa disponibilité dans le domaine de la prévention de l'extrémisme dans les milieux scolaires et plus particulièrement la jeunesse qui demeure la couche sensible et vulnérable à l'endoctrinement par des mouvements terroristes qui peuvent utiliser ces derniers pour développer leurs idéologies. Les autres lycées ont été également concernés par la mission de communication du CEDPE à savoir le lycée la Fidélité, lycée HEC-Tchad. Les

responsables des établissements ont manifesté leur joie en promettant leur disponibilité à accompagner le centre dans le cadre de ses activités et dans l'organisation des conférences relatives à la question de la prévention et de gestion des conflits.

Le centre accueille de stagiaires nationaux et internationaux.

Le 21 février 2018, le centre a accueilli un jeune stagiaire chercheur français Monsieur **Barbe Titouan** dans le cadre de ses travaux de recherche sur l'engagement du Tchad dans la lutte contre le terrorisme notamment la groupe Boko-Haram. Ses travaux s'orientent également sur l'impact de la crise libyenne au Tchad et dans la sous-région en particulier.

Le lundi 05 mars 2018, le centre a eu la visite de Madame Chiara Vauthey conseillère de la paix pour la fédération suisse, elle était venue découvrir le centre et s'enquérir de ses activités. La visite des représentants de l'Ambassade de la République Fédérale du Nigeria en date du 18 avril 2018 a permis de parler du centre et de ses activités sous divers angles, les discussions ont été axées sur la mission d'entretien au Lac Tchad avec les repentis de Boko-Haram dans le cadre du projet **“Déradicalisation des repentis de Boko-Haram dans la zone du Lac-Tchad”**. De cette visite, les représentants ont proposé un éventuel échange entre le CEDPE et l'ambassade, en disant que la question de Boko-Haram touche beaucoup plus le Nigeria et qu'il est important d'être en contact permanent. Le centre a reçu des visites de plusieurs responsables de la délégation de l'Union Européenne au Tchad. A l'issue de ces rencontres, des échanges sur les activités, les objectifs et les projets du centre ont été engagés. Les discussions autour de la question de prévention de l'extrémisme et de la déradicalisation ont fait l'objet de débat au cours duquel les différents points de vue ont été apportés de part et d'autre. Le centre a eu des audiences avec les représentations diplomatiques au Tchad à savoir : l'ambassade du Mali, l'ambassade du Soudan, l'ambassade du Royaume du Maroc, l'ambassade de la Libye, la coopération suisse, l'ambassade des Etats unis d'Amérique. Le CEDPE tient à remercier les ambassadeurs qui ont effectué de visite de courtoisie au CEDPE (l'ambassadeur des Etats unis, l'ambassadeur des Emirats arabes unis, l'ambassadeur d'Allemagne). Ces différentes chancelleries ont été impressionnées par l'initiative de la création du centre et ont promis de travailler avec le centre sur la question de l'extrémisme qui est une affaire de tous. Le représentant de l'USAID basé à Accra au Ghana a également visité le centre lors de sa visite de travail au Tchad en Février 2018.

Dans le cadre de sa visibilité, le centre a accordé des interviews à plusieurs médias nationaux et internationaux à savoir : France 24, TV5 Monde, Al-Jazeera, le Journal le Point, la chaîne de télévision allemande ARTE version française basée à Strasbourg, la radio Dja FM, la Télévision Nationale ONRTV, la télévision Al-Nassour, Al-Wihda infos, Medi1 TV, RFI, BBC, la presse écrite locale. Ces différentes chaînes de radios et télévisions ont réalisées des reportages sur le centre. Le centre a participé à la conférence internationale organisée par ONUDC (Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime) et le WACAP (Réseau des Autorités Centrales et Procureurs de l'Afrique de l'Ouest Contre le Crime Organisé) à Dakar au Sénégal du 20 au 21 mars 2018 et à Lagos au Nigeria

du 14 au 16 mars 2022. Le centre participe aux débats sur les questions de sociétés, le 03 mars au centre Al-Mouna. L'ONG EQUAL ACCESS a organisé une conférence débat sur le thème les conflits doctrinaux en islam au Tchad d'où le président fondateur du CEDPE Ahmat Yacoub Dabio faisait partie des panelistes.

Le centre a organisé le 27 mars 2018 dans ses locaux, la présentation des projets conçus par les chercheurs, lesdits projets sont ficelés et attendent les financements des bailleurs de fonds. Du 29 mars au 05 avril 2018 le centre a envoyé une mission d'enquête au Lac Tchad dans le cadre du projet **“Déradicalisation des repentis de Boko-Haram dans la zone du Lac-Tchad”**. Cette mission s'est entretenue avec les repentis de Boko-Haram durant une semaine dans les villages de la sous-préfecture de Bol. Les résultats de la mission d'enquête ont été présentés le mercredi 11 avril 2018 au CEDPE d'où les invités à la cérémonie ont apprécié la présentation des chercheurs et se disent surpris par la qualité du travail. La restitution de cette mission a vu la présence de la délégation de l'union Européenne, de la Délégation Suisse, de FNUAP, de GIZ, de l'ambassade du Niger, du Coordonnateur des activités de l'ONG américaine EQUAL ACCESS, du Directeur Pays de l'USAID P4P (Partnership for Peace), du Représentant de l'ambassadeur du Royaume du Maroc au Tchad. Le CEDPE a bénéficié de la subvention de USAID-P4P dans le cadre de son projet renforcement institutionnel du CEDPE pour mieux prévenir l'extrémisme violent au Tchad d'août 2020 à mai 2021 pour une durée de 8 mois. Le centre a bénéficié du financement du Ministère de la Femme dans le cadre du projet de profilage des désengagés de Boko Haram dans la province du Lac en septembre et octobre 2019.

b- Le projet renforcement institutionnel du CEDPE pour mieux prévenir l'extrémisme violent au Tchad en août 2020 et en mai 2021 :

Ce projet est un projet financé par le Partenariat pour la Paix (P4P) dont les domaines d'intervention étaient suivants :

Production de la revue scientifique de trois éditions dont 600 exemplaires ont été mis à la disposition du public et notamment des organisations de la société civile, les chercheurs, les ambassades, les organisations internationales non gouvernementales ;

La mise en place d'une bibliothèque spécialisée dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent, de la radicalisation et des conflits avec des ouvrages numériques grâce aux ordinateurs fournis par le partenaire P4P-USAID, et version papiers. La fréquentation de la bibliothèque par les enseignants, les chercheurs, les étudiants et les élèves a pu obtenir le nombre de » 1755 visiteurs sur 2200 prévus dans le cadre du projet ;

La production des débats radios et télévisées dans la ville de N'Djamena et 8 autres provinces du pays (Moundou, Sarh, Doba, Abéché, Bol, Karal, Bongor, Lai) plus de 1000 000 d'auditeurs et téléspectateurs ont suivi les émissions qui portent la question des conflits, de la radicalisation, de l'extrémisme violent, du terrorisme et du vivre ensemble.

c- Prévention de l'extrémisme violent et promotion des valeurs démocratiques.

C'est un nouveau projet qui vient de commencer et fait dans le cadre de la promotion de la citoyenneté et de la prévention des conflits à travers des conférences débats et des formations. Ce projet d'une année a commencé il y a deux mois.

Les financements du CEDPE dans le cadre du projet proviennent du Programme des Nations pour le Développement, l'USAID-P4P, l'Union Européenne, l'Ambassade de France, NED et la contribution des membres fondateurs du centre. Le niveau de financement varie. En 2021, le CEDPE a reçu cent mille dollars pour trois projets (NED/OIF/ Réseau...).

Les membres du réseau des organisations de la société civile du bassin du Lac Tchad



Le CEDPE a bénéficié d'une subvention de 30 000 €uros de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans le cadre du projet du renforcement de capacité de la prévention de l'extrémisme et la gestion des conflits.

Dans le cadre du projet de prévention des conflits et la promotion des valeurs

démocratiques, le CEDPE a obtenu en octobre 2021, une subvention de 65 000 dollars du NED.

Parmi les partenaires qui apportent un soutien au CEDPE, on peut citer aussi le PNUD.

Dans le souci d'aider les étudiants, les élèves et les chercheurs, le centre dispose d'une bibliothèque spécialisée qui est riche en documentation d'articles et d'ouvrages spécialisés dans la prévention de l'extrémisme violent, le terrorisme et la gestion des conflits.

Convaincu, qu'il n'y a pas de sécurité pérenne sans développement socioéconomique et institutionnel, et afin de combattre la violence par une approche basée sur l'encadrement et le développement, le CEDPE a, dans le cadre de son partenariat avec le réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT), initié un projet ambitieux intitulé « stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac ».

Avec un coût global de **trente-huit milliards sept cent cinquante-un millions neuf cent sept mille cinq cent (38 751 907 500)** soit 59 millions d'euros)³, ce projet aura une

³ Soit les dépenses de deux mois de l'opération Barkane dans l'espace du G5 Sahel qui donnera une nouvelle image de stabilité et de développement de la province du Lac.

durée de trois (03) ans et sera mise en œuvre dans cinq (5) localités de la Province du Lac. Ce projet de 22 activités changera infiniment l'image du Lac.

Enfin, conformément à sa demande et grâce à l'appui financier du PNUD, le CEDPE a été audité en février 2022 par le cabinet KPMG Afrique Centrale.

Mlle Josiane présente ses deux études

Dans le cadre de ses activités de prévention de l'extrémisme violent, le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE) a organisé ce 4 juin la présentation de deux publications de la chercheuse associée dudit Centre, Josiane Djikoloum Darwatoye.

Mlle Josiane avec le vice-président du CEDPE M. Ibrahim Moussa (Sahel7 Média)



La première publication est intitulée « analyse conceptuelle du sentiment anti-français au Sahel ». Dans cette réflexion d'une cinquantaine de pages, la chercheuse souligne que ce sentiment au Sahel interpelle les puissances étrangères notamment la France et les États-Unis qui sont impliqués de manière significative dans la lutte contre les groupes djihadistes qui prolifèrent dans cette région.

« L'accentuation du sentiment anti-français dans la région du Sahel fait naître une interrogation au sein de la classe politique, de la société

civile et de la population sur la volonté réelle des puissances étrangères à combattre le terrorisme, notamment la France qui s'est engagée en première ligne dans cette action en partenariat avec d'autres puissances européennes », indique la chercheuse Josiane.

Et cette interrogation populaire s'est transformée en sentiment anti-français au Mali, Burkina Faso, Niger et au Tchad où les populations demandent le départ des troupes françaises, ajoute-t-elle.

La seconde réflexion est intitulée "action des femmes en matière de prévention de l'extrémisme violent : en quoi est-ce pertinent ?" Pour l'auteur, "si les femmes sont à la fois victimes et auteurs de conflits, elles peuvent à l'inverse être des actrices clés dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent à tous les niveaux et capacités".

L'événement s'est passé à N'Djamena dans les locaux du CEDPE en présence d'un parterre de personnes et du média.

Conférence débat sur la prévention de la violence



Cet événement intervient deux semaines après les manifestations du 14 mai 2022, qui ont envahi les villes tchadiennes, contre la présence des troupes françaises stationnées au Tchad. Ces manifestations ont eu lieu à l'appel du groupement sociopolitique Wakit Tama qui accuse la France de soutenir le conseil militaire de transition (CMT).

Au Tchad, une prévision prévoit un choc sur les prix des céréales de base et aggrave la crise alimentaire (Expert)

Cette projection des prix est focalisée sur les variations des prix de cinq produits alimentaires de base (sorgho, mil, maïs, riz et berbéké) sélectionnés dans quatre marchés d'octobre 2015 à mai 2022. Les perspectives des marchés céréaliers prévoient une augmentation saisonnière considérable et graduelle des prix entre juin et septembre 2022. Cette forte hausse, qui varie, entre 45 à 60 % par rapport à la moyenne quinquennale, est attribuée principalement à une offre céréalière inadéquate face à une demande de plus en plus croissante, aux perturbations

Image Sahel7 Média



Abdelwahid Mahamat Yacoub
Consultant International/Indépendant
Chercheur associé au CEDPE
Ingénieur de Développement Rural/Doctorant, Agroéconomiste
Expert/Sécurité Alimentaire, Moyens d'Existence et Analyses des Marchés
Spécialiste/Politique et Economie
Tel: 66293805/99904219; Ndjamenat-Chad; Skype : fn-yabdelwahid

d'approvisionnement, aux faibles niveaux de stocks par rapport à une année normale, et aux phénomènes d'incendies inhabituels dans certains marchés urbains et ruraux.

Actuellement, le niveau de prix des céréales est jugé trop élevé sur les marchés. À N'Djamena, les prix du mil pénicillaire continuent d'augmenter et ont atteint déjà 440FCFA le kilogramme soit 47 pour-cent comparés à mai 2021, et 69 % à la moyenne. Des niveaux record jamais

atteints depuis plusieurs décades. À Abéché, le prix du mil est de 270 FCFA le kg (+40% en mai 2022 par rapport à la moyenne quinquennale). Les résultats des projections prévoient une forte augmentation pour atteindre son pic en juillet (+60 %), soit un mois plutôt que prévu. Cette hausse est observée sur les autres céréales de base et dans la plupart des marchés céréaliers. Les prix vont fléchir après les récoltes d'octobre, mais restent toutefois supérieurs à la moyenne quinquennale (+28 % pour le mil à Abéché). Un comportement qui ne suit pas les variations saisonnières typiques des prix au Tchad.

Les niveaux des prix des céréales entre mai et septembre 2022 limitent l'accès aux céréales par les ménages pauvres. Ces ménages sont les plus affectés à cause de faibles récoltes enregistrées pendant la campagne 2021-2022 et leur dépendance du marché. Ils sont vulnérables face à une hausse des prix. La projection montre des prix très élevés qui entraînent une inflation des autres produits alimentaires dans toutes les provinces du Tchad. À N'Djamena, le prix du pain a augmenté de 25 %. Cette hausse est aussi observée dans les autres provinces. En milieu semi-urbain, elle est ressentie malgré les habitudes alimentaires des ménages pauvres qui sont dominées par des céréales sèches (sorgho, mil, maïs, etc.). Le renforcement de stock stratégique de l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA), d'une valeur annoncée de cinq milliards, ne pourrait garantir l'approvisionnement des marchés à travers des achats effectués sur les marchés locaux. Une telle opération pendant une campagne déficitaire (2021-2022) n'est pas synonyme de baisse des prix et ne peut pas contenir la hausse des prix des céréales. Au contraire, elle pourrait créer une forte concentration sur le marché céréalier avec une poignée de grossistes assurant une large domination. Cette tension des marchés renforce la pression sur les prix des denrées alimentaires. Mais l'atténuation de l'impact de la hausse des prix alimentaires est une nécessité, et peut être également soutenue par des facteurs macroéconomiques assez stables. La hausse des prix, accompagnée par les perturbations des flux (céréales, engrais, etc.) causée par la guerre en Ukraine, les conflits intercommunautaires presque généralisés, les effets induits de la pandémie de COVID-19, et les comportements spéculatifs de certains commerçants incontrôlables, affectent le fonctionnement des marchés et constituent des menaces réelles pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad.

ALERTE : le Tchad connaît une crise alimentaire qui risque de s'éterniser jusqu'à la campagne agricole 2023-2024. Déjà avec des perspectives incertaines de la campagne en cours (2022-2023), la production céréalière pourrait être compromise à cause de divers défis, risques et incertitudes. Des solutions idoines et urgentes doivent être apportées pour éviter le pire (insécurité alimentaire sévère généralisée, niveau de malnutrition élevé, des mouvements de colère dans la rue, etc.).